



## L'Édito - La science a bon dos, par Alexandre MEDVEDOWSKY

Alexandre MEDVEDOWSKY est un ancien élève de l'École Nationale d'Administration (promotion Denis Diderot, 1984-1986). Magistrat au Conseil d'Etat à partir de 1986, il siège au cabinet de Laurent Fabius alors président de l'Assemblée Nationale de 1990 à 1992. De 1998 à 2001, il est professeur associé à l'Université d'Aix-Marseille III et enseigne à l'IEP de Paris jusqu'en 2006. Il a été conseiller des Bouches-du-Rhône de 1998 à mars 2015. Nommé conseiller d'Etat en juillet 2001, il rejoint ESL & Network Holding la même année et intègre le Directoire d'ESL & Network Holding, dont il est nommé président le 1er janvier 2013. Il a été élu président du SYNFIGE, le syndicat français de l'intelligence économique en mai 2014.

L'épidémie du Covid 19 a donné le sentiment à chaque citoyen qu'il pouvait accéder dans cette période à une information scientifique lui permettant de comprendre ce qui se passait et d'être acteur du débat qui opposait médecins, scientifiques, autorités sanitaires et plus largement autorités publiques. Pro et anti Raoult, adeptes scrupuleux de la Science et des études "randomisées", théories du complot chinois et d'un virus qui aurait été issu de manipulations humaines plus ou moins volontaires, erreurs sur les stratégies mises en œuvre sur les masques, les tests, les politiques de confinement ou de déconfinement, chacun d'entre nous a pu s'exprimer, prendre position, s'indigner parfois, essayer de convaincre ses proches, bref participer au débat public, à l'agora.

Le Premier ministre a eu l'air agacé l'autre jour, lors de son intervention à l'Assemblée Nationale, de ces discussions qu'il a qualifié de "café du commerce", oubliant un peu vite qu'en multipliant les paroles publiques dans des shows quotidiens sur une large partie de la planète, les puissances publiques créaient, elles mêmes, les conditions optimales d'un large débat citoyen.

Les purs adeptes de la démarche scientifique ont bien tenté de nous tracer les limites à ces discussions. Rien n'est vrai, nous ont-ils rappelé tous les jours, tant que la Science n'est pas passée par là. Pas de traitement, pas d'explication, pas de vérité... sans un processus scientifique éprouvé. Moins de morts à Marseille c'est le hasard, pas d'expansion rapide de l'épidémie en Afrique, probablement parce que l'Afrique est jeune. Les pays d'Europe centrale et de l'Est sont moins touchés que ceux de l'Ouest, on ne sait pas... les écosystèmes ne doivent pas être les mêmes. Certains d'entre nous ont fini par se dire, sous le martelage régulier de leurs arguments, ces scientifiques, et ceux qui relaient leurs opinions sont des gens formidables. Ils ont pour eux la rigueur. Avec eux, pas de café du commerce, c'est assuré. Quand ils ne savent pas, ils le disent. Quand ils ont cherché rigoureusement, ils trouvent et à ce moment là, il n'y a plus de débat et nous serons tous sauvés... Traitements éprouvés, vaccins mis au point, le monde du raisonnement scientifique nous explique doctement et nous fait sentir à quel point, nous pauvres citoyens, nous agissons pour rien.

Patatras, ces dernières heures viennent de nous rappeler que derrière les processus scientifiques respectueux (de quoi d'ailleurs sinon de cahiers des charges qu'il est important de bien lire), que derrière des études dites randomisées, se cachent bien d'autres enjeux de pouvoir et d'argent qui montrent que la Science a bon dos.

Le Remdesivir, produit que le laboratoire américain Gilead avait naguère développé sans

succès contre le virus Ebola, parce qu'il ne produisait pas d'effet, fait l'objet depuis plusieurs semaines d'une campagne active du même laboratoire pour expliquer tout le bien qu'on peut en attendre contre le covid-19. Las le journal britannique médical *The Lancet* a publié il y a quelques jours une étude réalisée en Chine suivant les règles de l'art, donc "randomisée", pour expliquer que le remdesivir n'avait pas d'effet significatif. Chute immédiate du cours en bourse du laboratoire Gilead accroché à cette crise comme un requin à sa proie. Cette étude, qui court-circuitait un savant plan de communication de l'entreprise pharmaceutique, a entraîné un branle-bas de combat aux Etats Unis pour accélérer la publication d'une autre étude favorable à ce médicament. Le fameux Docteur Fauci, conseiller du Président Trump, allant même dire que les résultats étaient si nets qu'on les rendait publics, avant même toute publication définitive de l'étude, elle-même randomisée. Sans étonnement, puisque c'était l'objectif, Wall Street a salué ces annonces par une hausse de 5,8 % du cours en bourse de Gilead.

Les scientifiques nous auraient donc mentis à l'insu de leur plein gré ? Des études scientifiques sérieuses, suivant des protocoles rigides, randomisés pour reprendre le terme du moment, pourraient elles ne pas régler les polémiques et même s'opposer entre elles ? Les certitudes scientifiques pourraient-elles déboucher sur des incertitudes pires voire sur des manipulations ? Nous aurait-on caché par hasard que des études scientifiques et randomisées sont parfois financées par les laboratoires eux mêmes, ce qui convenons en, n'est pas la meilleure garantie d'un processus scientifique indépendant ? Bref, sous couvert de la Science et de recherche médicale, ne voudrait-on pas nous faire prendre des vessies pour des lanternes ?

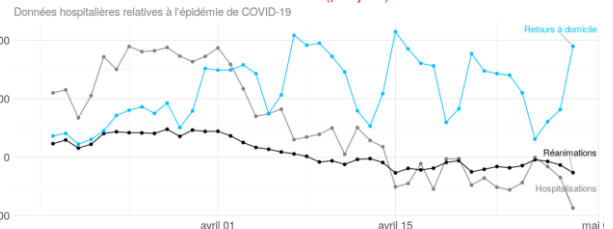
Loins de moi l'idée d'opposer science et médecine, recherche médicale et médecine de soins. On a bien évidemment besoin des deux. Mais ne fantasmons pas trop sur la rigueur de l'une face à l'emprise de l'autre. La recherche scientifique et médicale a ses travers, ses mensonges, ses petits arrangements entre amis, sa profonde dépendance à de très lourds et puissants intérêts financiers qui dans cette période sont à la manœuvre dans le monde entier. Et les discussions de café du commerce sont là pour que le contrôle démocratique s'exerce. Et puis comme l'a rappelé dans notre newsletter du vendredi 24 avril, mon ami le Professeur Nicolas Lévy, la médecine n'est pas une science exacte et reste un art. Décidément, dans cette période de crise et d'urgence sanitaire, où il s'agit tous les jours de sauver des patients, je préfère faire confiance à l'humain. Alors oui la Science a bon dos... On va boire un verre ?

## Tableau de suivi de l'épidémie

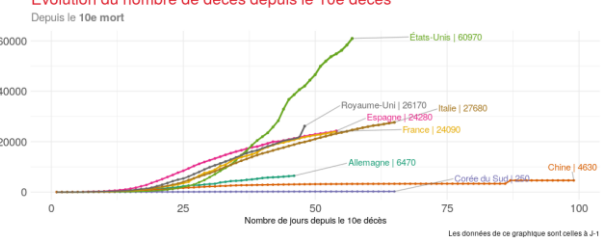
**Clair-obscur** - Les retours à domicile sont en hausse, les hospitalisations en baisse et le solde de personnes en réanimation est toujours négatif. Quant aux nombre de décès il reste toujours important, d'autant que ce dernier s'avère être des plus imparfaits. Pour preuve, la non-intégration des décès à domicile que MG France estime aux alentours de 9 000. Il faudra attendre le mois de juin pour que les chiffres convergent enfin. À ces incertitudes, ce clair-obscur, il faut également ajouter la question de l'impact de la pandémie sur les enfants. Necker a lancé hier une alerte sur la hausse des hospitalisations des enfants. De quoi remettre en cause la stratégie de déconfinement de la France, déjà bien peu assurée ?

Pays	Décès	Personnes contaminées (Total)	Évolution journalière du nombre de cas	Évolution journalière du nombre de décès	Taux de mortalité	Évolution du nombre de morts (%)
États-Unis	58355	1012582	24385	2096	5.8	4
Royaume-Uni	21745	162209	4002	588	13.4	3
Italie	27359	201505	2091	382	13.6	1
France	23660	165911	69	367	14.3	2
Espagne	23822	232128	2706	301	10.3	1
Allemagne	6314	159912	1154	188	3.9	3
Corée du Sud	246	10761	9	2	2.3	1
Chine	4633	82858	22	0	5.6	0

### Évolution de la situation sanitaire en France (par jour)



### Évolution du nombre de décès depuis le 10e décès



Retrouvez l'ensemble des données en temps réel sur le [dashboard de John Hopkins](#)

## Regard d'expert - Démondialisation ? par Christian de BOISSIEU

Christian de BOISSIEU est Professeur émérite à l'Université de Paris I (Panthéon Sorbonne). Il a été Président du Conseil d'analyse économique (CAE) et membre du Collège de l'AMF. Il vient de publier « Les 100 mots de la Politique monétaire, Que Sais-je ? », PUF, printemps 2020.



Depuis des décennies, nous vivons dans un contexte où les systèmes économiques et sociaux sont beaucoup plus globalisés que ne le sont les politiques publiques. Une nouvelle illustration en est fournie aujourd'hui par la crise du Covid-19 : la coordination internationale via le G20 et l'OMS est d'une faiblesse insigne, malheureusement pas surprenante, face à cette pandémie et à des situations sanitaires pourtant convergentes.

Cet écart entre la mondialisation des systèmes et la nationalisation des politiques publiques est à mes yeux critique, car il engendre une bonne part de l'instabilité constatée dans des domaines très variés, le plus manifeste étant la finance. Comment réduire un tel écart ?

Une première voie consiste à remettre en cause tout ou partie de la mondialisation. C'est ce qui se prépare dans le sillage du Covid-19. Nous assistons déjà, nous allons assister de plus en plus au retour des frontières, au contrôle plus serré des flux migratoires, à des revendications plus marquées de souveraineté nationale et de contrôle d'éléments stratégiques. Un peu partout, y compris dans les pays d'inspiration libérale, l'appel à l'Etat, pour des raisons financières évidentes à court terme mais aussi à des fins de politique industrielle au sens le plus large, relève aussi de ce repli vers les espaces nationaux. A quoi

vont s'ajouter, catalysées par la crise sanitaire, les relocalisations dans nos économies avancées de certaines filières stratégiques parties vers les pays émergents, dans la santé bien sûr mais pas seulement. Avec, à la clef, moins de mobilité internationale des personnes et des conséquences durables pour le tourisme, un commerce international qui va reculer sans s'effondrer... Une certaine fragmentation de l'économie mondiale se dessine, sans aller vers un « détricotage » de la mondialisation à l'œuvre depuis quarante ans.

## Regard d'expert - Démondialisation ? par Christian de BOISSIEU (suite)

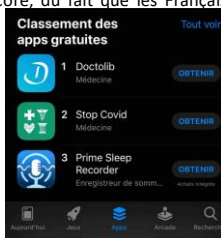
La démondialisation va effectivement être partielle, pour plusieurs raisons. D'abord, elle aura un coût économique croissant, qui imposera au processus ses propres limites. Ensuite, elle ne va pas concerner la finance, car les capitaux vont rester parfaitement mobiles au plan international. Enfin, elle va buter sur la dimension technologique qui relie et intègre, car Internet, l'IA ou la blockchain ne seront pas remis en cause par le repli partiel de la mondialisation.

Afin d'atténuer l'instabilité, l'autre voie pour réduire l'écart critique évoqué plus haut

consisterait à améliorer très sensiblement la gouvernance mondiale. Nous n'en prenons pas vraiment le chemin. Même plus près de nous, il suffit d'observer la difficulté de construire une vraie gouvernance européenne.

Malgré tout, la voie de la bonne gouvernance ne doit pas être délaissée. Plutôt que de se complaire dans des scénarios populistes et économiquement coûteux d'une démondialisation poussée, il vaudrait mieux essayer de « tricoter » une vraie gouvernance mondiale. Assez de paroles et de bonnes intentions à ce sujet ; il est temps de passer aux actes !

**Stop Covid ou encore** – Alors que les débats suscités par l'application Stop Covid continuent à faire rage, et que les postures se figent, avec des réflexes idéologiques conditionnés, de la part des deux camps qui enlisent, davantage qu'ils n'élèvent le débat, les Français se ruent sur l'application. Enfin, sur des applications qui n'ont de Stop Covid que le nom. Il en est ainsi de "Stop Covid CAT", de "Stop Covid-19 KG", voire même de "Stop Covid" tout court. Si de nombreux observateurs, experts et autres chercheurs spécialisés ont pu présenter, au cours de ces derniers jours, Stop Covid comme une brique dystopique, l'opinion réagit visiblement de manière somme toute étonnante. Le fait que des applications arborant le même nom que le projet français ne manque pas d'interroger. "Stop Covid", la troisième application la plus téléchargée en France sur l'Apple Store a été développée par le ministère géorgien de la Santé, et propose de faire du tracking de personnes par localisation GPS. Quant à l'application "Stop Covid CAT" elle propose, comme l'explique la rubrique spécialisée nouvelles technologies du quotidien *Le Monde*, de réaliser des sondages qui visent à "déterminer les endroits où des patients présentent des symptômes proches de ceux du Covid-19". On s'inquiétait, il y a quelques jours encore, du fait que les Français soient peu enclins à télécharger une application de ce type. On s'inquiétait, il y a quelques jours encore, du fait que les Français soient peu enclins à télécharger une application de ce type. Or, ces dernières ne sont efficaces qu'à partir du moment où elles sont téléchargées de manière massive. Visiblement, et comme l'indiquent les classements sur les services d'application d'Apple et de Google, les Français ne sont pas si indisposés que d'aucuns l'ont laissé entendre à télécharger ce type d'applications.



**Les collapsologues vivent leur moment de "divine surprise"** – Parmi les secteurs les plus frappés par la crise du Covid-19, le transport aérien cristallise des réactions très marquées dans l'opinion. Le soutien financier de l'Etat à la compagnie Air France à hauteur de 7 milliards d'euros a ainsi suscité des réactions outrées de la part des adversaires des privatisations (ceux-ci y voyant la marque d'un « capitalisme de connivence »), quand d'autres, issus notamment de la mouvance écologiste, s'indignent d'un non-sens environnemental ; en raison notamment de la relance des vols intérieurs, dans un contexte de fermetures des frontières et d'entraves aux voyages internationaux. Au-delà des termes de ce débat, la situation inspire les tenants de la décroissance. Car la mise à l'arrêt des compagnies aériennes, tout comme la fin du tourisme de masse, les limites posées au commerce mondial et au secteur du transport en général donnent à la mouvance de l'écologie politique l'occasion d'espérer une absence de reprise de ces activités jugées trop polluantes. Si les écologistes radicaux « n'ont pas vu venir la crise » du Covid-19, « ils la connaissaient en théorie » selon *la formule de Pablo Servigne*, auteur du best-seller *Comment tout peut s'effondrer* paru en 2015, et l'une des figures de proue de la « collapsologie » en France. Ce mouvement d'idées qui remonte au moins au célèbre rapport du Club de Rome de 1972, plaide contre la société de consommation et prédit un effondrement de la civilisation « thermo-industrielle » en raison de l'effet conjugué de l'épuisement des ressources naturelles et du réchauffement climatique. L'effondrement du cours du pétrole a aussi paru lui donner raison sur toute la ligne, quant à la trop grande dépendance de l'économie mondiale à l'or noir. D'une certaine manière, celui-ci vit son moment de « divine surprise ». Un moment qu'il souhaiterait faire durer en inscrivant le respect de l'environnement et la décroissance comme de nouvelles normes indépassables. Sans craindre de sacrifier des emplois, au nom de l'impératif environnemental. Et trouvent sur ce sujet un certain écho dans l'opinion. ([Jean-Baptiste Delhomme](#))

## Regard d'expert - La cybersécurité en crise covid : les 5 tendances à l'œuvre, par Fabien RECH

A peine diplômé de son école d'ingénieur et après un démarrage rapide en tant que chef de projet dans des structures informatiques, Fabien RECH décide de créer sa propre entreprise à 25 ans. Entouré de son équipe, il développe une société de réseau informatique à travers des références réputées avant d'être racheté par Lexsi, une référence dans la cybersécurité (acquise ultérieurement par Orange). Fabien RECH rejoint ensuite McAfee en 2008. Au cours des dernières années, il a dirigé le marché français, et a réussi à atteindre une croissance à plusieurs chiffres et à transformer la France pour devenir un pays leader dans la région EMEA. Fabien RECH a été nommé Senior Directeur Europe du Sud en 2018 et, plus récemment, Vice-Président en janvier 2020, élargissant sa région à l'Europe du Sud, au Benelux et à Israël.



Tous ceux qui traversent cette étonnante période de confinement en pratiquant le télétravail en font l'expérience : la crise du Coronavirus génère de façon massive, accélérée et hélas parfois désordonnée de nouveaux usages et comportements de travail. Nous jonglons entre zoom, teams ou hangout sans sourciller. Même pour les habitués des « confcall », force est de constater que c'est relativement fatiguant. Le spécialiste de la cybersécurité que je suis doit aussi souligner, que cela génère de nouveaux risques. Sans panique ni rajout à l'angoisse

du Covid, il convient de rester prudent au regard de 5 tendances à l'œuvre, que les analystes et veilleurs nous rapportent.

**Attention aux contenus relatifs au Covid !** Nous avons tous eu le réflexe de nous documenter sur internet concernant ce nouveau virus. Le Covid est un sujet « à la mode » sur la toile et génère donc son lot d'activités malveillantes : 20 000 nouveaux noms de domaine ont été déposés quotidiennement liés au nom Covid, Coronavirus ou Sars-C dans les dernières semaines. L'intérêt des internautes a généré un volume de plus de 300 000 emails de spams centrés sur les sujets « corona » ou « covid ». Nous avons relevé une grosse activité de « phishing » adossée au thème : de faux courriers de l'OMS, du ministère de la Santé britannique ou de l'administration fiscale française ont invité les internautes à remplir leurs données personnelles, numéro de sécurité sociale, RIB et autres informations personnelles. Sur le marché noir numérique, les outils hacking taggés Covid sont en promotion et les malware circulent, comme Covid Wiper ou Covid Locker.

**Vigilance accrue pour les travailleurs des systèmes hospitaliers et médicaux.** Les institutions de santé ont-elles été davantage ciblées ? Plusieurs médias ont rapporté des intrusions, mais, à vrai dire, il est difficile de mesurer un tel surcroît d'attaques. Bref : pas de surcroît d'angoisse. Reste que des données personnelles de médecins américains ont récemment été vendues sur des forums de hackers et que plusieurs ransomware

circulent, souvent fondés sur le moteur Maze. Surtout, nous anticipons des attaques de type nationales (d'un pays sur un autre) en vue d'obtenir des informations sur les capacités de certains pays à développer plus rapidement un vaccin.

**Considérer les plateformes de partage de vidéo à distance comme des espaces publics globalement fragiles.** Les analystes en cybersécurité ont assisté à des raids avec la volonté de polluer les meetings en prenant des photos ou en s'insérant dans les discussions sur Discord (plateforme dédiée aux jeux vidéo) ou Zoom. Une campagne de phishing a été menée sur webex. Bref, prudence sur les plateformes vidéos !

**Sécuriser les appareils personnels de chacun.** La tendance du « bring your own device » était déjà en croissance dans les dernières années : nombreux sont ceux qui cherchent à utiliser leur mobile, leur tablette ou leur ordinateur personnel pour se connecter au réseau de leur entreprise. Habituellement, une entreprise sur deux en France et Allemagne, et jusqu'à 8 sur 10 (Inde) et 9 sur 10 (Chine) utilisent le « byod ». La période de confinement, avec son lot de télétravail, de bugs informatique et d'obligations de se connecter en conférences téléphoniques, accroît ces pratiques et limite les capacités de direction des systèmes informatiques à sécuriser les données. Voilà un point de vigilance ou d'action pour les comités de direction.

**Surveiller le cloud.** De même, la tendance à rendre les données accessibles depuis des serveurs partagés publics est en accélération durant cette période de confinement. Par souci de praticité et de vitesse, les collaborateurs de nombreuses entreprises ont tendance à utiliser un ensemble élargi de plateformes, plus ou moins bien sécurisées, pour échanger des documents. Sans surprise, la capacité à offrir un accès sécurisé au cloud est une tendance lourde du secteur cyber de ces dernières semaines.

En bref, le numérique est au cœur des usages d'aujourd'hui, et une partie des habitudes acquises demeureront : les règles de prudence sont plus que jamais d'actualité.

## À propos de nous



**Xavier DESMAISON,**  
CEO  
[x.desmaison@antidox.fr](mailto:x.desmaison@antidox.fr)

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



**Alexandre MEDVEDOWSKY,**  
Président du Directoire  
[alexandrem@eslnetwork.com](mailto:alexandrem@eslnetwork.com)

Le Groupe ESL & Network s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'intelligence économique, de l'accompagnement stratégique et des affaires publiques. ESL & Network conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des Etats et gouvernements.